

# Lettre ouverte d'un « handicapé fâché » opposé à l'arrêt des transports Taxi-bus

## Avec les Taxi-bus de la STIB, roulons intelligemment !

Bravo ! Nous devrions être fiers de ce service dont l'utilisation est en constante augmentation. J'y participe en tant qu'hémiplégique depuis près de 10 ans. Oui, « *Ensemble, faisons bouger Bruxelles* ». Très bien. Mais cet été 2025, une crise secoue l'ensemble des corps et des esprits des blessés, accidentés de la vie. Qu'apprenons-nous ?

Que le service Taxi-bus, essentiel pour de nombreux Bruxellois en situation de handicap ou à mobilité réduite (permettant de se déplacer en minibus ou en taxi pour 1,90 € le trajet, apprécié pour sa souplesse et son accessibilité), ne sera désormais plus accessible, ou seulement dans des conditions extrêmes : trajets limités, réservation plus stricte, transfert de responsabilités... Des conditions d'autant plus inacceptables dans une ville pensée et construite pour et par les valides : bordures de trottoir, pavés, escaliers, absence de pentes d'accès, transports en commun inadaptés à nos corps. Voilà une infime partie de nos contraintes de mobilité, sans parler de la ségrégation que nous subissons : peu ou pas de logements adaptés et abordables, ni d'espaces de rencontre et de partage communs.

Et comme si cela ne suffisait pas, voilà que pour justifier l'arrêt sine die du service Taxi-bus, on invoque la réalité budgétaire, comme une insulte à notre intelligence. Que disent-ils ?

*« En cause : (...) la réalité budgétaire. 6,3 millions ont été dépensés pour couvrir environ 207 000 trajets sur l'année. Une différence de taille que l'entreprise de transport ne peut plus absorber, d'autant plus que le gouvernement bruxellois est actuellement en affaires courantes, ce qui limite toute révision budgétaire à court terme. »*

Pour faire des économies, la STIB a donc tranché : limiter l'usage du service tout en maintenant son accessibilité tarifaire. (© BruxellesToday).

Notons ici l'usage du terme « entreprise », alors que jusqu'à preuve du contraire, la STIB est un service public dont la fonction n'est pas d'être rentable.

Ainsi, à nos corps contraints, voilà que s'ajoute l'insulte faite à nos esprits. Faire des économies sur le dos des plus fragilisés, en se justifiant par l'absence de gouvernement bruxellois, quelle belle victoire !

Nous ne demandons pas de pitié : nous voulons de la solidarité et de la dignité. Pouvoir se déplacer dans de bonnes conditions n'est pas un luxe, mais une nécessité physique, mentale, professionnelle, familiale.

Il ne s'agit pas d'accepter les miettes jetées par des rigoristes du « Marché », mais de revendiquer notre autonomie individuelle et collective. Par exemple, commençons par cette question : comment envisager une politique des transports publics qui prenne en compte nos besoins et nos envies, selon des conditions définies et évaluées par les premiers concernés ?

Un handicapé « fâché », parmi d'autres.